



TOGO-USA : L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2010 AU TOGO NE POUVAIT ÊTRE LIBRE, CREDIBLE ET ÉQUITABLE...

– 7 septembre 2011 <http://www.anctogo.com/togo-usa-lelection-presidentielle-2010-au-togo-ne-pouvait-etre-libre-credible-et-equitable%E2%80%A6-4905?lang=fr>

Selon les archives dévoilées par le site Wikileaks, l'élection présidentielle de 2010 au Togo a fait l'objet de plusieurs câbles diplomatiques de l'Ambassade des Etats Unis à Lomé. D'après ces indiscretions, les diplomates américains ne croient pas que l'élection puisse être libre, crédible et équitable, la mise en place de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ayant été retardée par de nombreux « obstacles ». La position prédominante, celle du parti au pouvoir, lui permettait de passer en force face à une opposition divisée, impuissante et maladroite. Dans ce sens, les diplomates épinglent le leader de l'UFC, Gilchrist Olympio, qualifié de fatigué et distrait, plus préoccupé par la participation à l'élection plutôt que par la mise en place des procédures du scrutin.

Un voyage à travers le pays aurait permis au « personnel » de l'ambassade américaine de se faire une idée sur l'apathie de la population togolaise jugée résignée dans la crainte de violences pré et post électorales.

2009-11-09 Note sur la mise en place de la CENI pour les élections 2010

<http://www.wikileaks.org/cable/2009/11/09LOME422.html>

Résumé

Après un démarrage très lent, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a finalement commencé la tâche d'organisation de l'élection présidentielle prévue pour le 28 Février 2010. Il a fallu surmonter de nombreuses difficultés au début : la nomination des personnes qui peuvent en faire partie, le choix du président, plus tard les relations contentieuses entre les partis d'opposition, le parti au pouvoir et le gouvernement. Avec à peine quatre mois avant l'élection, la CENI a peu de temps pour mettre en place un processus d'élection crédible, mais le gouvernement semble déterminé à maintenir les dates initiales. **Fin de résumé**

La CENI est chargée de l'organisation et la supervision de l'ensemble du processus électoral. Cela comprend l'établissement des Comités Electoraux Locaux Indépendant (CELI) et la nomination des membres des Comités des Listes et Cartes (CLC) qui ont en charge l'inscription des nouveaux électeurs, la correction de la liste électorale existante et la délivrance des cartes d'électeur. La CENI recrute également et forme des techniciens informatiques et d'autres personnels électoraux. Elle gère le budget fourni par le gouvernement et la communauté internationale via le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle commande l'impression des bulletins de vote sécurisés et les cartes d'électeur, et s'assure qu'ils soient livrés sur toute l'étendue du territoire national. Elle reçoit les candidatures, nomme les observateurs nationaux et propose une liste d'observateurs internationaux qui

seront accrédités par le gouvernement du Togo (GOT). Elle supervise le dépouillement du scrutin et proclame les résultats provisoires.

Les 17 membres de la CENI ont prêté serment devant la Cour Constitutionnelle le 1er Septembre 2009 (voir reftel). Bien que la CENI soit conçue pour être indépendante, avec cinq représentants du parti au pouvoir, le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), cinq représentants des partis de l'opposition parlementaire, 3 représentants de partis extra parlementaires, et 3 représentants de la société civile, ce n'est pas le cas. En réalité, la CENI est divisée en deux camps: il y a 10 membres qui sont du parti au pouvoir et 7 qui sont de l'opposition. Selon les règles de la CENI, les décisions doivent être prises par consensus, avec le recours au vote seulement en dernière mesure. Cela signifie que pour chaque décision litigieuse, la CENI est dans l'impasse et à la fin c'est le parti au pouvoir qui l'emporte.

Le premier cas est celui de l'élection du président. Les partis de l'opposition ont insisté pour que le président soit l'un de leurs membres; le parti au pouvoir a refusé catégoriquement. Après des semaines de délibérations, le président par intérim, un membre de l'un des partis d'opposition, a ajourné la réunion en disant qu'ils se réuniraient le lendemain, et les sept membres de l'opposition sont partis. Les dix autres membres du parti au pouvoir sont restés, ont fait une autre séance et ont élu président, Henri Kolani, représentant d'un parti extra-parlementaire dont les liens avec le RPT sont notoires. Les partis de l'opposition ont immédiatement protesté et ont boycotté toutes les autres réunions de la CENI, empêchant l'organisation de fonctionner. Après deux semaines d'accusations et de récriminations entre le RPT et les partis de l'opposition, l'intervention du Facilitateur, Blaise Compoaré, a amené M. Kolani à démissionner de son siège de président. Tous les 17 membres de la CENI ont alors repris leurs activités. Après une semaine de vifs débats, le 14 Octobre, ils ont finalement choisi par consensus comme président de la CENI, Taffa Tabiou, un représentant de la société civile et partisan du RPT. Le reste du bureau est composé comme suit: le vice-président est Jean-Claude Atsu Homawoo, représentant l'UFC; le porte-parole est Date Yao de la société civile et partisan connu du CAR, et le porte-parole adjoint est Koffi Akaba un représentant du RPT.

Avec un bureau fonctionnel, la CENI semble pouvoir commencer maintenant le vrai travail de préparation des élections. Un de ses premiers actes a été d'émettre une feuille de route des tâches à accomplir avant le jour du scrutin. Les principales étapes sont la mise en place des CELI (2-6 Novembre 2009), le recrutement des membres des CLC (9-15 Novembre), et l'actualisation des listes électorales (du 19 Novembre au 16 Décembre). Le dépôt des candidatures à la présidentielle devait être fait à la CENI au plus tard le 15 Janvier, mais la CENI n'avait pas encore dit quand il annoncerait la liste officielle des candidats. La campagne électorale sera ouverte le Février 13 et clôturée le 26 Février, deux jours avant le jour du scrutin. (Remarque: les lois du Togo empêchent tout candidat de faire campagne plus de deux semaines avant l'élection proprement dite. En outre, jusqu'à ce que les candidats ne soient officiellement annoncés par la CENI, ils ne peuvent pas se présenter comme candidats à la présidentielle. Fin de remarque.)

Commentaire

Le temps perdu pour arriver à un consensus sur un président aura certainement un impact négatif sur l'organisation de l'élection. Il reste très peu de temps pour accomplir la multitude de tâches nécessaires pour assurer des élections libres, équitables, crédibles et pacifiques. Cependant, la CENI et le gouvernement semblent déterminés à y arriver. Si l'opposition souhaite faire obstruction à la préparation des élections, il sera facile de dresser des obstacles au calendrier et de rendre le processus encore plus désorganisé et confus qu'il ne l'est actuellement. **Fin de Commentaire.**

HAWKINS

2009-11-20 note à propos d'un probable boycott des présidentielles 2010 par l'UFC qualifié de "probablement juste une gesticulation en l'air"

<http://www.wikileaks.org/cable/2009/11/09LOME444.html>

Résumé

Sans aucun avertissement et contrairement aux attentes, les deux principaux partis d'opposition ont soudainement annoncé un boycott de l'élection présidentielle si le Gouvernement du Togo (GOT) n'accepte pas un changement dans la procédure de vote pour avoir un scrutin à deux tours deux tours. Bien que l'UFC et le CAR aient continué à insister pour que le mode du scrutin soit changé, le problème semblait avoir disparu de l'écran radar étant donné que tout le monde était concentré sur les événements à la CENI et sur le calendrier serré pour les préparatifs de l'élection. Soudainement, l'UFC a publié un communiqué de presse menaçant de boycotter les élections et exigeant un autre voyage à Ouagadougou pour une séance avec le Facilitateur, Blaise Compaoré. Le CAR a publié son propre communiqué dans les jours suivants pour dire la même chose. On n'a rien entendu des autres plus petits partis. **Fin de résumé**

Le Vendredi, 12 Novembre, Gilchrist Olympio, leader du principal parti d'opposition, l'UFC, a rendu visite au chef de mission (CMR), à sa résidence, pour réitérer ses préoccupations selon lesquelles le gouvernement et le parti au pouvoir (RPT) sont de connivence pour lui voler l'élection. Il a demandé l'assistance du gouvernement des Etats-Unis (USG) pour fournir des ordinateurs aux 6000 bureaux afin qu'ils puissent transmettre plus rapidement les résultats des votes et éviter le transport des urnes – toujours une occasion pour bourrer les urnes. Après une brève discussion sur les difficultés de ce plan, il a abandonné cette requête et a demandé du matériel informatique pour le siège de son parti, disant que tout le matériel utilisé lors des dernières élections avait été détruit par les militaires. (Remarque: Il faisait allusion aux élections de 2003 et 2005, et non pas aux législatives de 2007. Fin de remarque). J'ai suggéré que l'UFC cherche plutôt des ordinateurs portables qui peuvent être plus facilement dissimulés et sont relativement bon marché. Puis, après m'avoir demandé d'intercéder pour le visa d'un neveu, Olympio a nonchalamment laissé tomber qu'il attend toujours le gouvernement pour retourner à Ouagadougou afin de négocier la question des deux tours de scrutin. Il écarta toute discussion sur la Constitution et l'impossibilité de la changer si près de l'élection. Il a rejeté l'idée que le RPT n'accepterait jamais ce changement et m'a assuré qu'il y parviendra avec l'aide du Président Compaoré. Tout au long de la conversation, Olympio semblait fatigué et distrait et n'était pas vraiment concentré sur la conversation. Il m'a appelé plusieurs fois «Mme Rawlings ». Je présume que l'objet réel de la visite était le cas du visa, car il ne s'attardait pas longtemps ni n'insistait sur aucune des demandes ou des questions politiques.

Cette après-midi là, sans aucun avertissement, l'UFC a publié une déclaration appelant le gouvernement à changer le mode de scrutin à un scrutin à deux tours et menaçant de boycotter les élections si cela n'était pas fait. La déclaration est allée dans les détails de l'histoire d'un tour contre deux tours, se référant à la Constitution de 1992 et les modifications unilatérales apportées en 2003 et a appelé la population, y compris les partis politiques, la société civile, les syndicats, les médias, les groupes religieux, les étudiants, toutes les «forces vives» de la nation pour se mobiliser et s'organiser pour obtenir «par tous les moyens » la restauration du scrutin à deux tours.

Trois jours plus tard, le CAR, en utilisant le même langage, a publié sa propre déclaration, appelant le facilitateur à ouvrir de nouvelles négociations avec tous les acteurs politiques togolais pour régler cette question. Le CAR a également annoncé qu'il ne participerait pas à une élection s'il n'y avait pas deux tours.

Il y a eu peu de réaction dans la presse depuis mardi. Seul un journal proche de l'opposition a publié un article légèrement critique de l'UFC, se questionnant sur le timing puisque ce sujet n'avait pas figuré dans les négociations précédentes, et commentant le fait que Olympio s'était plutôt préoccupé de s'assurer sa participation au vote plutôt que de modifier la procédure de vote.

Le ministre de l'Intérieur, Pascal Bodjona, représentant du GOT à la CENI et personne en charge de l'élection, a dit lors d'une réunion du comité de pilotage des élections que ceci est un acte de diversion de la part de l'opposition qui n'était pas prête pour aller aux élections. Un membre éminent de l'UFC et conseiller d'Olympio m'a dit qu'il ne pouvait pas comprendre pourquoi Olympio avait signé une telle déclaration et a jugé qu'il aurait été mis sous pression par Jean-Pierre Fabre, le plus radical du bureau national de l'UFC. Il y a aussi beaucoup de spéculation que Fabre et Habia, un membre du groupe des jeunes de l'UFC, luttent pour prendre le contrôle du parti après la sortie d'Olympio, mais nous n'en avons pas de preuves tangibles.

COMMENTAIRE:

Il n'y a aucune raison possible pour que le GOT et le RPT envisagent de modifier la procédure de vote. Même si cela peut être perturbant à court terme, cette démarche de l'UFC semble être une menace en l'air. Ceci est la dernière chance pour Gilchrist Olympio de participer à une élection présidentielle et il a dépensé beaucoup trop de temps, d'efforts et de crédibilité pour s'assurer que sa candidature serait approuvée pour se retirer maintenant. Une telle démarche consisterait à offrir l'élection au RPT sur un plateau d'argent, et détruire complètement la position de l'UFC. Le CAR a probablement suivi l'exemple de l'UFC, craignant d'être marginalisée en tant que parti d'opposition s'il ne suit pas la ligne. Malgré cette distraction, le poste est convaincu que le GOT tiendra l'élection comme prévu le 28 Février 2010, qu'il y ait un parti d'opposition ou pas. **Fin de commentaire.**

HAWKINS

Résumé

Suite aux voyages du personnel du poste à travers le Togo avant l'élection présidentielle du 4 Mars, une image a émergé non seulement du point de vue de ce qui sont fortement impliqués dans l'élection mais aussi de ceux qui ne le sont pas. Puisqu'il n'y a pas de sondage au Togo, ces points de vue sont seulement anecdotiques ; c'est le résultat de conversations en tête à tête avec des togolais et des expatriés de tous les horizons. Ils donnent une image d'un peuple complètement indolent au sujet de l'élection et résigné à voir la victoire du président sortant ; peu confiant pour une amélioration des conditions dans le pays ; désireux d'une élection non-violente et en attente que l'élection soit faite pour reprendre le cours de leur vie. **Fin de résumé**

HUMEUR GENERALE

Beaucoup sont indifférents à l'élection, certains disent même qu'ils n'ont pas l'intention de voter. La préférence est pour une élection rapide, car il y a peu d'espoir de changement et de nombreuses personnes sont découragées au sujet du comportement irresponsable des politiciens en général. Ils se sont résignés du fait que le président sortant gagnera et que le processus démocratique va juste confirmer la volonté du président Faure Gnassingbé à se maintenir au pouvoir.

Dans le même temps il y a un certain respect pour le président Faure, même s'il n'est pas populaire. C'est une figure familière et pendant ses cinq dernières années de présidence, les conditions économiques de pays se sont améliorées et les conditions de sécurité se sont détendues. Peu de gens semblent impatients de tester le style de gestion de quelqu'un d'autre. La campagne marée de Faure est présente partout avec ses affiches produites par des professionnels et imprimées en France, des slogans accrocheurs, et des apparitions publiques ciblées. La campagne suscite l'admiration, quoiqu'à contrecœur, même parmi les partisans de l'opposition. Certains se plaignent que l'argent dépensé pour cette campagne somptueuse est un gâchis et pourrait être mieux utilisé pour améliorer les infrastructures générales telles que la construction de routes. Dans le même temps, cependant, les candidats de l'opposition sont considérés comme désorganisés, malhonnêtes, et divisés; concentrés uniquement sur une critique minutieuse du processus électoral et non sur les grandes questions.

QUESTIONS DE SÉCURITÉ

La violence excessive, brutale et arbitraire de l'élection présidentielle de 2005 est gravée dans la mémoire collective du pays, et personne ne veut que cela se reproduise. Le consensus général est que le Président Faure, soutenu par des militaires et les forces de sécurité est déterminé à maintenir l'ordre public pendant l'élection. La force de sécurité des élections présidentielles(FOSEP), financée par l'Union européenne et formée par les Français, est bien préparée et a des instructions claires pour réprimer tout rassemblement qui menace l'ordre public. Face à cela, même ceux qui soutiennent l'opposition sont très peu enclin à courir le risque de manifester. Ils se souviennent qu'ils ont été appelés dans la rue en 2005 par des dirigeants de l'opposition qui les ont abandonnés et ont même quitté le pays lorsque les manifestations ont tourné à la violence. Beaucoup disent qu'ils préfèrent garder la tête basse et être très prudent pendant quelques jours avant et après l'élection, en particulier lors de l'annonce des résultats. Ils choisissent plutôt de se concentrer sur la famille et les amis, améliorer leur statut socio-économique, et éviter les ennuis avec les forces de sécurité.

ACHETEZ MAINTENANT, MAIS PRUDEMMENT

Les familles font des réserves de nourritures et de produits de première nécessité dans les magasins proches. La plupart ont dépensé tout leur salaire de Janvier pour ces préparatifs et espèrent recevoir

leurs salaires de Février avant l'élection. Ceux qui n'ont pas l'argent pour faire des réserves sont inquiets et empruntent de l'argent auprès d'amis. Les commerçants sont inquiets puisque l'achat d'articles non essentiels est retardé. Les ventes sont en baisse, le port de Lomé est calme après la fièvre de la période de Noël, et les clients qui le peuvent, évitent Lomé pendant la période électorale.

RESTER OU PARTIR?

Bien que certains Togolais passent la frontière pour rester avec les familiers pendant la période électorale, la plupart reste tout simplement sur place. Les écoles publiques envisagent de rester ouvertes, mais accélèrent leurs programmes d'enseignement au cas où elles devront fermer. La hausse prévue de la demande de visa pour les Etats-Unis et la zone Schengen – les plus populaires – n'a pas eu lieu. En revanche, de nombreux expatriés européens et américains, principalement ceux qui ne sont pas aussi citoyens du Togo, font le choix de prendre leurs vacances à l'étranger pendant la période des élections. Puisque certaines des violences de 2005 ont ciblé des propriétés de ressortissants Français et Allemands, les hommes d'affaires dont les sociétés ne veulent pas risquer une répétition envoient leurs expatriés hors du pays, d'autres expatriés quittent temporairement de leur propre initiative. L'École internationale américaine et le lycée français de Lomé ont ajusté le calendrier des vacances pour s'adapter à cet exode. Toutefois, l'école britannique restera ouverte.

COMMENTAIRE.

Les Togolais sont résignés et complètement indolents parce qu'ils ne croient pas que des élections transparentes et libres sont possibles au Togo. Ils se souviennent aussi de la violence de l'élection de 2005 et ne veulent pas que cela se reproduise. La plupart des gens pensent que l'élection sera globalement pacifique, mais il y a une mince possibilité de violence. Le gouvernement est prêt à utiliser la force pour arrêter toute contestation ouverte avant qu'elle ne prenne de l'ampleur, et il peut y avoir des contestations de la part de certaines organisations radicales comme le Mouvement Citoyens de l'Alternance (MCA) proche de l'opposition (MCA) et le Groupe de Support au Parti (GRAP) du parti au pouvoir. En général, cependant, le manque d'enthousiasme de la population pour le changement augure la probable victoire du parti au pouvoir. **FIN DE COMMENTAIRE.**

HAWKINS